

Pays bigouden

Plogastel-Saint-Germain

Centre des finances : la fermeture fait débat

La trésorerie de Plogastel fermera définitivement ses portes le 1^{er} janvier. L'activité liée aux impôts partira à Quimper, et les services de comptabilité et de gestion communales iront à Pont-l'Abbé.

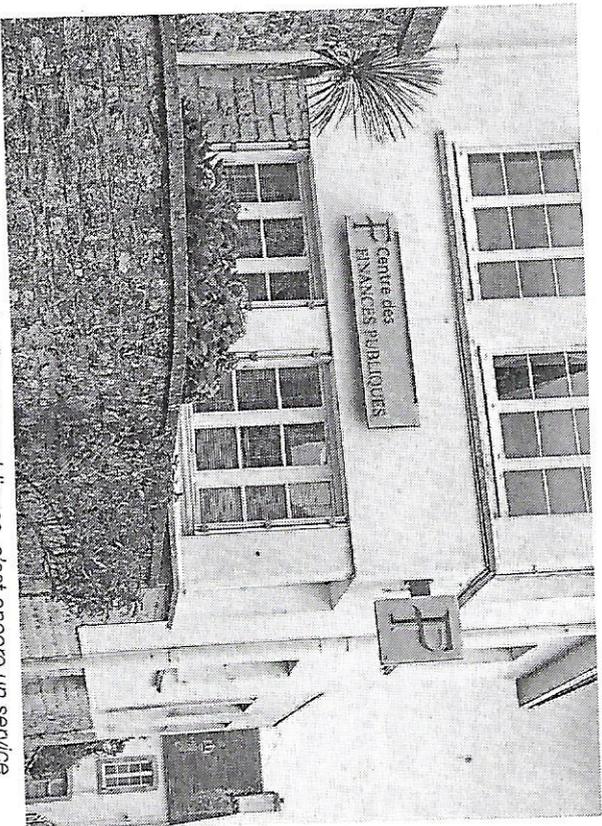
« Devant ce détricotage du service public, souligne Ludovic Morin, secrétaire de la CGT finances publiques du Finistère, notre organisation syndicale a largement alerté les élus de cette décision, les invitant à réagir. Nous n'avons jamais eu de réponse ».

Interrogée à ce sujet, Jocelyne Plouhinec, maire de Plogastel, reconnaît : « Les élus ont été mis devant le fait accompli. La décision était prise au moment où nous avons été réunis. L'argument avancé étant que le service ne pouvait plus fonctionner avec trois agents, quand il en aurait fallu cinq pour qu'il puisse remplir son rôle ».

L'élu poursuit : « Les maires concernés, réunis par Mme Bri-gand, de la Direction départementale des finances publiques, ont cependant exprimé leur désaccord face à cette décision et demandé au minimum deux permanences lors de la période de déclaration fiscale pour aider la population. »

Le nombre des fonctionnaires diminue

Contactés, les employés du centre des finances publiques en question,



Avec la fermeture du centre des finances publiques, c'est encore un service de proximité qui disparaît.

soumis au devoir de réserve, n'ont pas souhaité réagir. Pour le syndicaliste, « la CGT est très attachée au service public de proximité et la notation de rentabilité, sans cesse mise en avant, va à l'encontre de l'intérêt général ».

Chaque année, une trentaine de

postes de fonctionnaires disparaissent dans le Finistère, le plus souvent à la suite de départs à la retraite non remplacés. Le nombre d'actifs étant ainsi passé de 1 500 à 1 200 en huit ans.

« On ne peut pas encenser la ruralité, comme le font nombre de

politiciens, et dans le même temps décider de transférer les services publics loin de là où vivent les usagers », considère Ludovic Morin. En période de pointe, entre 70 et 100 personnes passent à la trésorerie chaque jour, contre une trentaine en général. Et chaque fois beaucoup de questions, souvent techniques sur l'impôt, des demandes d'obtention d'un délai de paiement ou encore des situations complexes qui demandent toute l'attention des agents.

« Une fois de plus, ce sont les personnes les plus vulnérables qui vont faire les frais de ce désengagement de l'État : personnes âgées, familles dans la précarité, citoyens en difficulté... Or la relation humaine n'est pas négociable ! Et ce n'est certes pas l'explosion du numérique qui améliorera le contact ! », reprend l'élu syndical.

La question de savoir pourquoi les élus ont tiré un trait sur leurs services publics de proximité reste sans réponse satisfaisante.

Trois organisations syndicales ont décidé d'aller à la rencontre des usagers, lundi, de 9 h à 16 h, devant les locaux de la trésorerie.